

nucléaire. Cette initiative clandestine soviétique a provoqué la crise la plus dangereuse de la période d'après-guerre, et elle peut, je crois, marquer un nouveau chapitre des rapports entre l'Est et l'Ouest. Heureusement, il a été possible de résoudre la situation d'une façon qui n'évitait pas seulement le conflit ouvert, mais offrait d'autres moyens d'arriver à une détente. Il était caractéristique de feu le président des États-Unis qu'au moment le plus critique de la crise, il a eu la prévoyance de parler de paix.

Mais les principaux problèmes politiques qui se posent dans le monde restent encore à résoudre, tant en Allemagne, qu'en Indochine et à Cuba. Le problème des voies d'accès à Berlin continue, comme l'ont prouvé récemment certains instants de tension sur l'autoroute. Ces problèmes, et d'autres encore, conséquences de la division de l'Allemagne et de l'Europe par Staline, sont les graves éléments de tension dans le monde actuel, éventuellement aussi menaçants que Cuba. Donc, si je parle de satisfaction en constatant l'amélioration de la situation politique mondiale au cours de l'année dernière, je ne veux pas dire qu'il y ait de quoi se montrer suffisant. Il reste encore certains problèmes critiques d'ajustement, dans les relations entre les mondes communiste et non communiste. Naturellement, il est impossible de préciser ce qui a amené les autorités soviétiques à faire preuve de collaboration en concluant des accords limités permettant une certaine détente — parmi lesquels on peut citer comme le plus important, le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires — après avoir, pendant des années, refusé ces mêmes propositions. Sans doute, toute une gamme d'éléments divers ont influé sur cette décision. Un de leurs motifs peut avoir été le désir de diminuer les risques de guerre, car il ne peut y avoir aucun doute que le peuple soviétique, comme le nôtre, souhaite ardemment la paix, et que Cuba a été, pour tous, une bonne leçon. Un autre motif, je crois, était d'ordre économique, étant donné que le traité prévoyant l'interdiction partielle des essais nucléaires semble devoir limiter la course aux armements, même dans les domaines plus évolués et plus onéreux. Les dirigeants soviétiques partagent probablement notre désir de décourager la dissémination d'armes nucléaires relevant du contrôle indépendant d'un nombre croissant de gouvernements, évolution qui risque d'augmenter grandement le danger d'une guerre accidentelle et de compliquer, presque au delà de tout espoir, les perspectives de désarmement.

L'évolution au sein du bloc communiste peut avoir exercé une influence considérable. En Europe centrale, les alliés de l'Union soviétique jouissent maintenant d'une liberté de manœuvre plus grande qu'elle n'aurait été possible il y a quelques années. Je crois que ce fait est ressorti l'autre jour, lorsque mon collègue, le ministre du Commerce, et moi-même avons reçu, dans nos bureaux, un membre du gouvernement de la Bulgarie, venu au Canada pour y examiner avec nous des questions touchant la conclusion d'un traité commercial éventuel. En ce qui concerne les problèmes clés sur le plan international, comme le désarmement, l'Allemagne et Berlin, les pays du bloc appuient apparemment sans hésiter l'Union soviétique. Il est néanmoins évident qu'en ce qui concerne la politique intérieure